

# DROIT SOCIAL

n° 5 - Mai 2014

## TRIBUNE

- Une relégitimation nécessaire de la (vraie) prise d'acte  
Jean-Emmanuel RAY 397

## ÉTUDES

### *Sources*

Le droit souple dans la vie de l'entreprise et de la fonction publique : une tension féconde avec le droit dur 400

Jacky RICHARD et Laurent CYTERMANN  
De l'impuissance du droit social européen 408

Julien ICARD  
Travail forcé, RSE et sous-traitance dans l'industrie textile en Asie : réflexion sur l'action de l'OIT 413

Marie-Ange MOREAU

### *Contrat de travail*

L'intervention des représentants du personnel en cas de « grand » licenciement collectif dans une entreprise en difficulté 423

David JACOTOT

### *Négociation collective*

La « démocratie sociale » constitutionnalisée ? 428

Vincent BONNIN

La célébration de l'accord collectif d'entreprise 438

Elsa PESKINE

### *Droit pénal du travail*

Critique du droit pénal du travail – Première partie 446

Laurent GAMEY

Les formes d'exploitation par le travail sanctionnées pénalement et la loi n° 2013-711 du 5 août 2013 458

Élisabeth FORTIS

### *Protection sociale*

Chronique de protection sociale complémentaire 464

Sylvie HENNION, Marion DEL SOL, Philippe PIERRE et Michel HALLOPEAU

## ACTUALITÉS

L'indemnité contractuelle de licenciement : révision plutôt qu'annulation 481

Jean MOULY

Les conséquences d'un transfert des contrats de travail sur les mandats syndicaux 486

Franck PETIT

# Sommaire

## Tribune

Une relégitimation nécessaire de la (vraie) prise d'acte

Jean-Emmanuel RAY

## Études

### Sources

- 400 Le droit souple dans la vie de l'entreprise et de la fonction publique : une tension féconde avec le droit dur  
Jacky RICHARD et Laurent CYTERMANN
- 408 De l'impuissance du droit social européen – À propos des règles de calcul des effectifs  
Julien ICARD
- 413 Travail forcé, RSE et sous-traitance dans l'industrie textile en Asie : réflexion sur l'action de l'OIT  
Marie-Ange MOREAU

### Contrat de travail

- 423 L'intervention des représentants du personnel en cas de « grand » licenciement collectif dans une entreprise en difficulté – Retour sur le jugement du tribunal administratif de Montreuil du 20 décembre 2013  
David JACOTOT

### Négociation collective

- 428 La « démocratie sociale » constitutionnalisée ?  
Vincent BONNIN
- 438 La célébration de l'accord collectif d'entreprise – Quelques enseignements de la loi relative à la sécurisation de l'emploi  
Elsa PESKINE

### Droit pénal du travail

- 446 Critique du droit pénal du travail – Première partie  
Laurent GAMET
- 458 Les formes d'exploitation par le travail sanctionnées pénalement et la loi n° 2013-711 du 5 août 2013  
Élisabeth FORTIS

### Protection sociale

- 464 Chronique de protection sociale complémentaire  
Sylvie HENNION, Marion DEL SOL, Philippe PIERRE et Michel HALLOPEAU

# Index

## Actualités

### Sources

- 474 L'article 24 de la Charte sociale européenne sur le droit des salariés à ne pas être licencié sans motif valable est d'effet direct (CE 10 févr. 2014)  
Jean MOULY 

### Contrat de travail

- 477 La clause d'exécution alternative du contrat de travail au domicile du salarié ou dans l'entreprise : pouvoir de direction de l'employeur ou modification du contrat ? (Soc. 12 févr. 2014)  
Jean MOULY 
- 479 La clause prévoyant la rupture du contrat de travail en cas de retrait du permis de conduire du salarié ne peut justifier un licenciement (Soc. 12 févr. 2014)  
Jean MOULY 
- 481 L'indemnité contractuelle de licenciement : révision plutôt qu'annulation (Soc. 5 mars 2014)  
Jean MOULY 

### Conventions et accords collectifs

- 483 Les modalités impératives de conclusion d'un accord collectif (Soc. 4 févr. 2014)  
Franck PETIT 

### Institutions représentatives du personnel

- 485 Le bénéfice attendu d'une liste commune pour désigner un délégué syndical (Soc. 14 janv. 2014)  
Franck PETIT 
- 486 Les conséquences d'un transfert des contrats de travail sur les mandats syndicaux (Soc. 19 févr. 2014)  
Franck PETIT 

### COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE ET UNION EUROPÉENNE

- 408 CJUE ■ Questions préjudicielles ■ Décompte des effectifs ■ Contrats précaires ■ Exclusion
- 474 Charte sociale européenne ■ Article 24 ■ Effet direct ■ Licenciement ■ Secrétaire général de chambre des métiers
- 488 Libre circulation des personnes ■ Citoyenneté européenne ■ Protection sociale ■ Prise en charge des soins

### CONTRAT DE TRAVAIL

- 397 Rupture du contrat de travail ■ Prise d'acte de la rupture du contrat de travail ■ Définition ■ Recadrage jurisprudentiel
- 477 Modification du contrat de travail ■ Lieu de travail

### CONVENTION COLLECTIVE

- 428 Négociation collective ■ Démocratie sociale ■ Projet de loi constitutionnelle ■ Contenu
- 438 Accord d'entreprise ■ Négociation collective d'entreprise ■ Loi du 14 juin 2013 ■ Évolutions
- 483 Accord d'entreprise ■ Conditions de validité ■ Règle majoritaire ■ Ordre public

### DROIT INTERNATIONAL ET COMPARÉ

- 413 OIT ■ Rôle ■ Lutte contre le travail forcé ■ Accord-cadre international ■ Asie

### DROIT PÉNAL DU TRAVAIL

- 446 Critique ■ Incriminations ■ Répression ■ Perspective ■ Reconfiguration
- 458 Traite des êtres humains ■ Loi du 5 août 2013 ■ Reconfiguration de l'infraction ■ Conséquences

### ENTREPRISE

- 400 Généralités ■ Droit souple ■ Fonction publique ■ Droit dur ■ Imbrication ■ Étude annuelle 2013 du Conseil d'État

### LICENCIEMENT

- 423 Licenciement économique ■ Licenciement collectif ■ Sécurisation de l'emploi ■ Application ■ Information et consultation ■ Délégation unique du personnel
- 479 Cause réelle et sérieuse ■ Vie privée ■ Permis de conduire ■ Suspension ■ Lettre de licenciement ■ Contenu
- 481 Indemnité de licenciement ■ Indemnité contractuelle de licenciement ■ Révision ■ Pouvoir du juge ■ Réduction

### SÉCURITÉ SOCIALE

- 464 Protection sociale complémentaire ■ Chronique

### SYNDICAT PROFESSIONNEL

- 485 Représentativité syndicale ■ Critère de représentativité ■ Audience électorale ■ Décompte des voix ■ Liste commune ■ Règles de répartition ■ Délégué syndical ■ Désignation
- 486 Délégué syndical ■ Mandat ■ Transfert d'entreprise ■ Conséquences

### TRAVAIL

- 428 Généralités ■ Démocratie sociale ■ Projet de loi constitutionnelle ■ Contenu ■ Domaine d'application ■ Portée
- 487 Généralités ■ Démocratie sociale ■ Compétitivité des entreprises et sécurisation de l'emploi ■ Actes de colloque
- 488 Généralités ■ Droit des mineurs  
Généralités ■ Genre ■ Définition ■ Enjeux